

Le baromètre Eurofactor 2007 apporte une note d'optimisme

Plus de 3 000 entreprises européennes donnent les grandes tendances 2007

- *Près d'une PME européenne sur deux envisage une progression de son chiffre d'affaires en 2007.*
- *Sans être euphoriques, les perspectives de recrutement sont positives dans l'ensemble des pays européens et devraient avoir un impact favorable sur le marché de l'emploi. C'est en Belgique que cette tendance est la plus marquée.*
- *L'investissement devrait poursuivre sa croissance mais vise plus des gains de productivité qu'un renforcement des capacités de production.*
- *Le prix des matières premières et le prix de l'énergie sont au cœur des préoccupations des PME européennes même si les craintes d'un krach pétrolier ne sont plus à l'ordre du jour.*
- *Les trois quarts des entreprises européennes ont subi des impayés en 2006 mais c'est en France qu'elles sont le moins touchées.*
- *Les délais de paiement se sont stabilisés en 2006 ; l'Allemagne et le Royaume-Uni, déjà les plus performants au cours des années antérieures, confortent encore leur avance sur ce terrain.*
- *Les besoins de financement vont progresser faiblement. Dans tous les cas, l'accès au crédit est jugé facile, sauf en Espagne.*
- *Les PME allemandes et françaises sont à la traîne en matière de protection de l'environnement.*

Issy-les-Moulineaux, le 11 janvier 2007

Les résultats du baromètre Eurofactor 2007, réalisé auprès de plus de 3000 entreprises de 6 à 500 salariés de sept pays européens (Allemagne, Belgique, France, Espagne, Italie, Portugal et Royaume-Uni) apportent une note d'optimisme pour l'année 2007.

Cette étude, menée en partenariat avec l'AFDCC (Association Française Des Crédit managers et Conseils), a été réalisée par l'institut CSA.

Activité, emploi, rentabilité : des perspectives plutôt positives

Les perspectives semblent favorables (le pourcentage d'entreprises prévoyant une amélioration de l'activité étant partout nettement supérieur à celui des entreprises prévoyant des diminutions de leur chiffre d'affaires), toutefois, certains pays affichent des perspectives marquées par un pessimisme relatif, fruit d'une année 2006 difficile sur le plan de l'activité :

- Le Portugal, qui par le passé a connu une dérive de ses finances publiques, poursuit une vigoureuse politique de rigueur budgétaire qui a notamment touché la demande des ménages.
- En Italie, où les indicateurs relevés par l'enquête stagnent, le tissu industriel souffre du fait de la nature de ses activités d'une concurrence directe avec de nombreux pays émergents, et notamment avec la Chine.

- L'Allemagne a frôlé la déflation depuis plusieurs années, avec une demande interne pénalisée par une forte modération salariale, des créations d'emplois freinées par la course aux gains de productivité et des réformes publiques principalement supportées par les ménages. Ainsi, l'amélioration conjoncturelle mentionnée par les entreprises allemandes est plutôt effective dans l'industrie et les services (sans doute tirée par le B to B vers les grandes entreprises exportatrices).
- Le baromètre Eurofactor suggère une confiance plus élevée des PME-PMI françaises. Sans que la conjoncture française n'ait été flamboyante, la croissance économique a résisté, grâce à une bonne tenue de la consommation des ménages permise par un recours croissant au crédit. Dans le sillage de la progression allemande, la confiance des PME-PMI françaises semble enfin se rapprocher plus étroitement des fondamentaux économiques, après une année 2005 marquée par une morosité disproportionnée. Ceci dit le secteur industriel français est à la traîne, les secteurs les plus confiants étant surtout les services et le commerce.
- C'est en Belgique que les perspectives de création d'emplois sont les plus nettes avec 36 % des entreprises prévoyant d'accroître leurs effectifs contre seulement 5 % qui anticipent une réduction.
- L'Espagne semble ralentir, puisque les indicateurs s'infléchissent, tout en restant à très haut niveau.
- Enfin, c'est au Royaume-Uni que se manifeste la plus grande confiance dans l'environnement économique avec un sentiment positif partagé par 90 % des entreprises interrogées.

Si les entreprises prévoyant de fortes améliorations de leur rentabilité restent minoritaires, lorsqu'on leur additionne celles prévoyant des hausses modérées, on dépasse largement les pessimistes. Globalement, les entreprises européennes tablent sur une amélioration mesurée de leur rentabilité. Les entreprises européennes espèrent sans doute, que la progression du chiffre d'affaires couplée aux efforts mis en œuvre au cours des deux dernières années (désendettement, restructuration, gains de productivité) leur permettront d'améliorer leur rentabilité.

L'amélioration des perspectives de croissance de l'activité et la rentabilité devrait avoir des conséquences positives sur l'emploi (avec toujours des disparités selon les pays). Ainsi, dans la grande majorité des pays enquêtés, le pourcentage d'entreprises optimistes sur leurs effectifs salariaux dépasse très sensiblement les pessimistes. Ce phénomène est toutefois moins marqué en Allemagne, au Portugal et en Italie.

Trois points importants :

1. L'amélioration de l'emploi prévue reste en retrait de l'amélioration des perspectives d'activité et ce dans tous les pays, avec une faiblesse relative plus marquée en Italie, au Portugal et une quasi stagnation en Espagne.
2. Le pourcentage très largement majoritaire (entre 59 et 80% selon les pays) d'entreprises envisageant une stabilité de leurs effectifs. Nous sommes toujours, comme en 2005, dans une phase de reprise modeste des marchés de l'emploi mais pas encore d'embellie comparable aux pics de 2000.
3. L'économie allemande commence à redresser la tête de ce point de vue après une longue période où les entreprises sont restées focalisées sur les gains de productivité. Un regain de dynamisme de l'emploi outre-Rhin pourrait stimuler le décollage tant attendu de la demande interne allemande qui reste le point noir de l'accélération économique en cours.

Des prévisions d'investissement en hausse pour 2007

L'investissement devrait poursuivre sa phase de croissance. En effet, selon le baromètre Eurofactor le pourcentage d'entreprises prévoyant un investissement en hausse en 2007 dépasse très massivement le pourcentage d'entreprises prévoyant un recul. Toutefois, ce pourcentage est en retrait par rapport à l'an passé, ce qui suggère un léger tassement du rythme de croissance de l'investissement.

On le sait par ailleurs, vu l'absence de tensions plus marquées sur les capacités de production, l'investissement en capacités restera faible et c'est l'investissement en modernisation d'équipements existants qui sera dominant. Ce phénomène confirme que la recherche de gains de productivité reste un des ressorts majeurs de la stratégie actuelle des entreprises. D'ailleurs, les gains de productivité figurent en tête des stratégies des entreprises face à la concurrence des pays émergents.

L'enquête fait ressortir quatre pays où autour de 40% des entreprises interrogées prévoient une hausse de leurs dépenses d'investissement : Espagne, Italie, Belgique et Royaume-Uni.

La France est, avec le Portugal et l'Allemagne, le pays qui reste le plus sur la réserve : seulement 29 % des entreprises françaises prévoient une hausse des dépenses d'investissement. Alors que les entreprises françaises ont été caractérisées par une frilosité persistante dans leurs programmes d'investissement depuis quelques années, on aurait pu s'attendre à des perspectives de rattrapage plus positives.

Les préoccupations des entreprises européennes

- ***Matières premières et énergie***

Le mouvement de hausse des prix des matières premières a été très important au cours des trimestres passés. Le choc a jusque là été absorbé par des gains de productivité et la modération salariale ainsi que par des compressions de marges mais les entreprises, légitimement, s'inquiètent de hausses futures des prix encore possibles. En outre, les PME – PMI ne sont pas souvent les mieux placées pour pouvoir transférer à leurs clients les augmentations de coûts de production qu'elles subissent.

Comme l'année dernière, l'augmentation des prix de l'énergie est jugée pénalisante par près de neuf entreprises allemandes sur dix alors que seulement 56 % des entreprises françaises partagent ce point de vue.

- ***Concurrence des pays émergents***

La concurrence des pays émergents est une préoccupation partagée par la majorité des dirigeants de PME-PMI en Europe, notamment les Italiens. En 2006, toutefois, cette préoccupation s'inscrit en net retrait. Parmi les pays émergents cités comme concurrents dangereux figurent essentiellement la Chine et dans une moindre mesure, les nouveaux états membres de l'Union européenne (les NEM). Si l'Allemagne apparaît plus sensible aux NEM, c'est principalement en raison de sa proximité géographique et d'une forte délocalisation des capacités de production vers les pays concernés dans le passé.

- ***Evolution de la réglementation du travail***

L'évolution de la réglementation du travail reste également une préoccupation majeure des patrons d'entreprises en Europe. Un peu paradoxalement, ce point arrive en tête des préoccupations des patrons britanniques. Il constitue également la deuxième préoccupation des patrons de PME – PMI françaises.

Les délais de paiement restent assez contrastés...

Une PME – PMI européenne se fait payer, en moyenne, à un horizon de deux mois et demi. Mais les différences sont relativement importantes et le Royaume-Uni et l'Allemagne, déjà les plus performants sur ce sujet, progressent encore avec des délais de paiement ramenés respectivement à 45 et 49 jours (contre 52 et 51 l'année dernière). La France et la Belgique restent stables avec 66 et 62 jours. Le Portugal dérape et devient le plus mauvais élève de la classe avec 95 jours (juste devant l'Italie, 94 jours), soit 12 jours de plus qu'en 2005.

Le secteur public contribue largement à l'allongement des délais de paiement, surtout en Italie au Portugal et en Espagne avec respectivement 111, 109 et 100 jours.

Le baromètre Eurofactor signale un processus de stabilisation des délais de paiement en cours. Le contexte économique européen s'est amélioré en 2006 pour la quasi-totalité des agents économiques (particuliers, entreprises privées et secteur public). De ce fait, les clients cherchent moins à transférer une partie de leurs difficultés sur leurs fournisseurs en accroissant les délais de paiement.

...La politique de recouvrement aussi

Les délais de déclenchement des processus de recouvrement sont assez hétérogènes. Alors qu'au moins 80% des PME-PMI européennes engagent une procédure de recouvrement, ce pourcentage est plus modeste pour l'Espagne et le Portugal (les trois quarts en 2005) ; le niveau record étant détenu par l'Allemagne, le Royaume-Uni et la Belgique (91% pour les trois).

Les pratiques de facturation des intérêts sont également disparates. En Allemagne et dans une moindre mesure, en Belgique, elles sont fréquentes (respectivement 47% et 36% des entreprises facturent des intérêts de retard au-delà de l'échéance). Les pays méditerranéens sont moins stricts, puisque 22 % des entreprises en Italie et en Espagne, et 20% au Portugal seulement, pratiquent des intérêts de retard. Enfin, les entreprises françaises et britanniques peuvent être considérées comme compréhensives puisque seulement 15% d'entre elles facturent des intérêts de retard. Pour ces deux pays, également, l'évolution entre 2005 et 2006 a été similaire (respectivement +4% et +2%).

En 2007, les entreprises européennes auront besoin de financements

Les besoins de financement vont continuer à croître mais à un rythme moins élevé que l'année dernière. En effet, dans tous les pays le nombre des entreprises prévoyant une hausse de leurs besoins de financement est très sensiblement supérieur à celles anticipant une baisse. En France, près d'une entreprise sur quatre (23 %) prévoit une croissance de ses besoins de financement alors que seulement 10 % anticipent une baisse.

Les solutions adoptées pour y faire face diffèrent selon les pays. L'Allemagne (46 % des PME) et le Royaume-Uni (57 %) utilisent largement le découvert bancaire et ont également recours aux délais fournisseurs. L'Italie est le pays qui utilise le plus l'escompte (59 %) alors que 52 % des entreprises espagnoles font appel au financement de créances (comparable au Dailly français).

Créances impayées : les ¾ des entreprises européennes sont exposées

Le baromètre Eurofactor montre que pratiquement les trois quarts des entreprises européennes se trouvent directement exposées au risque d'impayés, lequel représente, en moyenne, 0,9 % de leur chiffre d'affaires.

C'est en Allemagne que les PME – PMI apparaissent comme les plus touchées (85 % des entreprises allemandes ont des créances impayées, ce qui les met en tête juste devant le Portugal). En Allemagne, le total de créances impayées a représenté 1,2% du chiffre d'affaires.

Les entreprises européennes facturent des intérêts de retard mais avec des disparités selon les pays : en Allemagne et en Belgique, cette pratique est fréquente (respectivement 47 % et 36 % des entreprises facturent des intérêts de retard au-delà de l'échéance).

Elle est nettement moins courante dans les pays du sud de l'Europe (22 % des entreprises en Espagne, 21 % en Italie, 20 % au Portugal) et encore moins en France (15 %) et au Royaume-uni (13 %).

Protection de l'environnement : de la prise de conscience à la pratique d'une véritable stratégie dans les entreprises

Si la question de l'environnement durable et de la gestion des ressources et énergies est devenue incontournable dans les débats publics et économiques en Europe, on constate que la mise en œuvre d'une stratégie ou d'un plan de protection de l'environnement au sein de l'activité des PME est toutefois plus contrastée.

Etonnement, le Portugal arrive premier avec 68% de PME (toutes catégories confondues) qui ont déjà intégré des mesures de protection de l'environnement, suivi par le Royaume-Uni, l'Italie et l'Espagne avec respectivement 62%, 61% et 57% d'entreprises engagées dans ce processus. En Belgique, un peu moins d'une entreprise sur deux a intégré cette démarche dans son activité (48%). Dernière du classement à égalité avec la France, l'Allemagne, pourtant pays pionnier de la question écologique, ne compte que 38% d'entreprises impliquées dans la protection de l'environnement.

Une préparation à la transmission d'entreprise très inégale selon les pays

Interrogées sur leurs perspectives de changement d'actionnaire ou de propriétaire à 5 ans, les dirigeants de PME – PMI espagnoles et portugaises déclarent en très grande majorité (93% et 94%) ne pas avoir prévu de changement d'actionnaire principal. A l'inverse, une entreprise sur cinq aura changé de main dans les cinq prochaines années en Italie, et une sur quatre en France et au Royaume-Uni.

L'enquête montre également que, pour les entreprises concernées par la transmission dans les 5 années à venir, les dirigeants allemands sont les plus prudents : près de deux sur trois ont déjà

déterminé leur succession. Les dirigeants britanniques et espagnols suivent, avec plus d'une entreprise sur deux qui a fixé la relève à 5 ans, alors qu'elles sont moins d'une sur deux chez leurs homologues belges et italiens. Les dirigeants les moins prévoyants sont en France et au Portugal, où seule une entreprise sur trois a déterminé sa succession.

Aides aux entreprises : mal connues, inégalement demandées

Les multiples aides aux entreprises se font à différents niveaux : aide selon le type d'activité, aide géographique, aides à différents niveaux administratifs (ville, région, Etat, Europe)... Les PME – PMI disent mal connaître ces aides surtout en Allemagne (61%), en Italie (57%) et en France (56%), alors que 66% des entreprises Espagnoles les connaissent bien.

Le recours effectif aux aides est lui bien distinct : quand 54% des entreprises en Espagne et 45% en Belgique font les démarches jusqu'au bout, elles sont seulement un peu plus d'un tiers à le faire au Royaume-Uni et au Portugal, à peine un quart en France et en Allemagne, et seules 22% y ont recours en Italie.

Si la complexité administrative n'est pas invoquée comme le premier critère déterminant, elle pousse toutefois une entreprise sur cinq à renoncer aux aides en France, une sur quatre en Italie, et une sur trois en Allemagne.

Détails de l'étude et graphiques disponibles en format électronique sur demande.

A propos d'Eurofactor

Eurofactor est numéro 1 de l'affacturage en France, et le premier réseau intégré d'affacturage en Europe. Filiale du Crédit Agricole, Eurofactor accompagne le développement de toutes les entreprises en construisant avec elles des solutions de financement et de gestion du poste clients adaptées à leur stratégie, à leur secteur d'activité, à leur taille et à la typologie de leur clientèle, en France et à l'International, en développant notamment une offre paneuropéenne, European Pass®.